

l'économie rurale, particulièrement de celle des masses paysannes riches (koulaks) ou plus ou moins aisées, soi-disant moyennes, tout en étant un phénomène améliorant considérablement notre économie délabrée, amènera néanmoins inévitablement l'élimination des paysans les plus dépourvus de réserves et surtout des ex-ouvriers et en emplira les villes.

Dès à présent, ce flot entraîne des masses de plus en plus considérables. A côté de cela, puisque l'Europe nous reconnaîtra prochainement, nous entrerons en liaison plus intime avec le marché mondial ; autrement dit, dans l'économie de notre propre Etat, nous devons nous régler d'après le niveau de l'économie et du développement des Etats européens.

Quant à notre économie rurale, qui dans sa masse prépondérante appartient au type de la petite exploitation, elle devra en ce qui concerne les débouchés de ses produits sur les marchés mondiaux se guider non seulement d'après l'Europe, mais aussi d'après l'Amérique ; cela accélérera de plus en plus l'auto-disparition, l'élimination des exploitations les plus faibles de nos campagnes, cela chassera vers les villes des quantités de plus en plus grandes de dépossédés. Si à ce moment, dans l'industrie d'Etat, nous étions dans une situation pire que maintenant quand nous ne pouvons même pas donner de travail aux chômeurs actuels, il pourrait arriver que quelque bande de canailles bonapartistes tente de nous renverser ; de telles tentatives pourraient ne pas rencontrer la résistance qu'elles méritent du côté de la masse des chômeurs des villes, martyrisée par la misère ; cette masse, dans une pareille situation pourrait non seulement être passive, mais même, en ce qui concerne ses éléments les plus éprouvés, voir avec plaisir ce concours de circonstances, espérant que la domination du capital privé, tout en les vouant à une exploitation atroce, ne les laisserait au moins pas crever de faim. Un pareil état d'esprit peut se créer non seulement parmi les chômeurs, mais également chez ceux des ouvriers au travail qui s'attendent toujours à être renvoyés.

Si un pareil malheur nous arrivait, nous aurions encore moins à compter sur l'appui des paysans pauvres, en raison des considérations exposées plus haut.

Ce n'est pas pour rien que l'on a établi indubitablement pendant la discussion que ceux-ci abandonnent les rangs de notre Parti.

Nous n'approuvons donc point la politique du C. C. qui tendra au fond, pendant la période à venir, à maintenir, consolider, et même, semble-t-il, développer la petite exploitation rurale basant sur les besoins actuels de celle-ci toute la politique industrielle.

Nous estimons que la petite et infime exploitation paysanne sous la Nep à l'intérieur du pays en dépendance du marché étranger, est vouée à végéter dans des conditions barbares et à périr sans rémission.

Toutes les tentatives faites pour la sauver, pour l'aider à se maintenir, et même à se développer en conservant sa forme actuelle, sont utopiques et réactionnaires.

Ces paysans ne peuvent trouver qu'une issue

à leur situation, une industrie d'Etat se développant, s'étendant, et à laquelle ils pourraient appliquer leurs bras et leurs forces.

Tout encouragement donné aux illusions des petits paysans qui croient que le pouvoir des Soviets doit les sauver, et les sauvera du péril pourvu qu'il leur conserve la concurrence capitaliste et le commerce libre, ne ferait que les corrompre au point de vue politique ; ce serait provoquer constamment de leur part de nouvelles exigences envers l'Etat, pourvu que celui-ci, par toutes sortes d'aumônes budgétaires, paie la différence entre la valeur des produits de leur travail, déterminée par le marché mondial, et le minimum de ressources nécessaire à leur existence comme exploitants et comme individus. Ces traits existent déjà dans notre politique actuelle. A l'avenir, avec la politique économique que le C. C. fixe dans sa résolution en affirmant qu'un vaste développement de ces petites entreprises rurales est possible, ils s'accroîtront inévitablement ; le budget qui déjà maintenant comporte un déficit, se déséquilibrera davantage, et pèsera comme un fardeau immense sur la classe ouvrière ; en effet, l'Etat puisera principalement toutes ces aumônes comme le dit la résolution du C. C. « dans les revenus des entreprises des biens de l'Etat », c'est-à-dire en intensifiant l'exploitation des ouvriers de l'industrie d'Etat.

La partie de la paysannerie qui est en dehors de la masse dont nous avons parlé est la bourgeoisie rurale des paysans koulaks, qui ne nous est pas moins ennemie que la bourgeoisie d'ancienne formation. Notre attitude envers elle ne peut être qu'une lutte politique implacable.

Tel est le fond de nos divergences de vues à propos des questions de la politique économique du Parti. Nous considérons qu'elle fait prédominer les intérêts des six septièmes de ses effectifs, qui sont des éléments petits-bourgeois, au lieu de consolider la dictature du prolétariat aussi bien au point de vue politique qu'économique.

Que pouvons-nous opposer comme contrepartie à cette politique ?

a) Considérer comme objectif principal de la politique économique non plus l'exploitation rurale, mais la grosse industrie, son extension, son développement, l'utilisation de toutes les ressources de l'Etat précisément en ce sens. Cette politique servira les intérêts des prolétaires des villes ainsi que des semi-prolétaires des campagnes ; ceux-ci se réuniront de plus en plus pour les raisons exposées plus haut ; comme par une ironie du sort, leur ruine sera d'autant plus écrasante que leurs récoltes seront plus belles, car c'est précisément dans ces conditions que les produits de leur travail seront le plus dépréciés.

Cette politique servira aussi nos buts communistes. Elle est la seule politique communiste juste, possible, réaliste, capable d'assurer pour nous la solution la moins pénible du problème des petits paysans et de consolider leur alliance politique avec la classe ouvrière dans notre République.

b) A de pareilles propositions, on oppose habituellement la question : Où prendre les ressources pour les réaliser ? Il n'y en a point,